



## Bilans

**C'**EST normal, on fait des bilans à cette période de l'année. On remodèle les projets de vie. On a l'illusion de faire mieux. Les patriotes basques aussi se posent des questions. Il serait irrationnel de croire que le peuple basque s'achemine vers sa libération nationale. Il est flagrant que le Pays Basque Sud est de plus en plus espagnolisé et qu'une partie des forces politiques appelées encore, par paresse mentale, «abertzale», est une des composantes politiques espagnoles et anti-basques de l'ensemble.

L'affaire Arregui-Garmendia, dont le lecteur a certainement entendu parler ces jours-ci, agit objectivement comme élément de diversion. Les plus naïfs croient que Mari Karmen Garmendia représente la ligne «abertzale» dans le PNV, tandis que Joseba Arregui serait le «pourri» au service du PSOE et de la politique espagnoliste du soi-disant «gouvernement basque». Aux gens de mon âge, cette polémique rappelle inévitablement les chroniques du quotidien Le Monde, signées J.A. Novais. Celui-ci défendait, depuis les années soixante, que les franquistes étaient divisés entre «phalangistes» et «monarchistes libéraux» et que l'avenir de l'Etat espagnol dépendait de l'issue de ces contradictions internes... Le lecteur connaît la suite.

Les «graves contradictions internes au sein du PNV, les non moins «graves contradictions entre Guerristas et Felipistas (1), etc. dont dépendrait notre avenir sont une fustierie du même genre. C'est le gouvernement PNV-PSOE qui dirige les institutions autonomiques «vascongadas». Et aussi bien Arregui que K. Garmendia sont des membres importants de ce gouvernement-là. Personne ne les empêche de démissionner. Ils sont donc, autant l'un que l'autre, responsables de la politique «autonomique». Inutile de le dissimuler.

Le gouvernement de Vitoria-Gasteiz a approuvé le démantèlement de notre industrie sidérurgique. Le gouvernement Ardanza a liquidé le réseau des ikastola et légalisé l'«harmonisation» de tout l'enseignement dans un cadre espagnol. Le gouvernement dont Arregui et K. Garmendia sont dirigeants continue l'opération d'étranglement d'Egunkaria, seul journal bascophone existant aujourd'hui. Le gouvernement Ardanza a jeté aux oubliettes le processus d'autodétermination mis en route par le semi-parlement de Gasteiz. Le gouvernement PSOE-PNV a investi les locaux du journal Egin dans un geste nettement fasciste.

Et Arregui et Garmendia n'ont pas démissionné. Ils ont approuvé tout ça. Comme ils ont approuvé que le département d'Education (le seul qu'une équipe abertzale n'aurait jamais mis dans les mains d'un analphabète et anti-basque notoire) soit donné au PSOE. Que faire alors? se demandent beaucoup d'abertzale. Ma réponse est sans pitié: oser regarder la réalité en face. Le gouvernement autonome des Vascongadas, autant que le gouvernement autonome de Navarre, sont des instruments anti-basques au service de l'Etat espagnol. Il faut commencer par comprendre pleinement cette dure réalité et en tirer toutes les conclusions, courageusement.

Un cycle historique est terminé. Il faut avoir le courage politique de le dire. La polémique Garmendia-Arregui n'a aucun intérêt. Ce qui est intéressant et important c'est de voir où se trouve le groupe sociologique abertzale, où se trouve la dynamique réelle et d'analyser en partant de là le chemin qui peut nous conduire au renforcement du projet abertzale.

Txillardegui

(1) partisans d'Alfonso Guerra et de Felipe Gonzalez.

**Beñat Lefever** avait été arrêté, le 21 décembre 93 à Baiona, en même temps que le réfugié politique basque Joxe Lizaso Sorozabal-Asteazu qu'il aurait hébergé (Enbata n°1307). Le 7 janvier, le juge d'instruction a décrété sa mise en liberté provisoire.

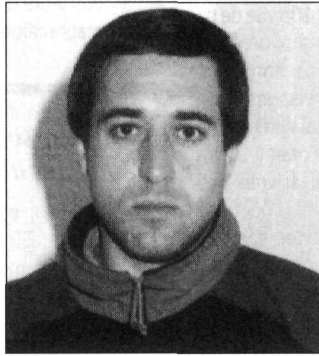
Procès en appel du «commando Argala»

## L'Espagne dit non aux juges français

**J**EUUDI 6 janvier, Jakes Esnal, Jon Parot, Frédéric Haramboure-Txistor, Joseba Arregi Erostarbe-Fiti et Joxe Otsosantana se présentaient devant la cour d'appel de Paris, présidée par le juge Charles

civil. L'Audiencia nacional avait émis un accord favorable mais le gouvernement espagnol, par la voix du ministre de la Justice, interposa son veto, empêchant le transfert, le 25 mars.

Francheschi, à la suite du recours qu'ils ont interjeté contre la sentence du tribunal correctionnel. Le 18 juin 1993, le tribunal correctionnel de Paris les avait condamnés, pour appartenance et relation présumée avec le commando Argala ou itinérant d'ETA, respectivement à 10 ans, peine maximum pour F. Haramboure, J. Esnal et F. Mujika Garmendia-Pakito, 8 ans pour J. Arregi Erostarbe, déjà condamné à 10 ans dans une autre affaire, 6 ans pour J. Otsosantana et 4 ans pour Jon Parot (Enbata n°1283). Ce jeudi 6 janvier, Francisco Mujika Garmendia-Artapalo et Txomin Aizpurua-Pitxas n'étaient pas présents, le premier n'ayant pas fait appel et le second ayant été acquitté dans cette affaire.



Unai Parot dans la prison d'Alcala-Meco fin 1991.

## «Il y a erreur sur le prénom»

Sous la présidence du juge Francheschi, jeudi, la cour n'a même pas préservé les apparences de la civilité affichée par le président Montfort en correctionnelle, le 18 mars 93. Le président Francheschi s'est distingué par une attitude provocante, insultante et méprisante vis-à-vis des cinq militants présents et refusa même de désigner un traducteur d'euskara pour le réfugié Joseba Arregi bien que cela soit habituellement accepté pour les Basques du Sud. Alors que durant une heure il s'obstinait à transformer les dates de 81 en 91, à confondre Unai et Jon Parot, imputant à Jon les accusations portées contre Unai et vice-versa, Jon Parot lui signala «il y a erreur sur le prénom». Cette remarque le fit sortir de ses gongs, laissant éclater son autoritarisme. Cette attitude injurieuse du président du tribunal a suscité plusieurs incidents mais les cinq militants restèrent stoïques et dignes, n'accordant pas au président Francheschi la satisfaction de les expulser de la salle avant de l'avoir décidé eux-mêmes. Ce qu'ils firent, quittant finalement le tribunal, comme en mars 93, en raison de l'absence d'Unai Parot, incarcéré en Andalousie depuis le 2 avril 1990.

En mars 93, le tribunal correctionnel avait accédé à la demande de la défense en ordonnant la comparution d'Unai Parot à Paris afin qu'il témoigne sur les conditions (tortures) de ses soi-disant déclarations à la guardia

## Et la convention européenne d'entraide judiciaire?

Les avocats, Jon Gonzalez et J-F. Blanco, se fondant sur la convention d'entraide judiciaire signée par la France et l'Espagne, ont axé leur défense sur l'impossibilité d'un jugement équitable hors la présence d'U. Parot, demandant à la cour d'ordonner à nouveau sa comparution. La relaxe a été demandée pour Jon Parot.

Le procureur, tout en requérant la confirmation des peines, reconnut: «nous savons tous que les déclarations faites par Parot ne sont pas celles qu'il aurait voulu faire». Le verdict sera rendu le 27 janvier et un procès en assises serait envisagé. Signalons qu'en juin 93 la présidente de la Ligue des droits de l'homme de Paris avait jugé ce procès en correctionnel «non équitable».

Concernant encore la convention d'entraide judiciaire signée par la France et l'Espagne, une dépêche AFP du 5 janvier a fait état de la procédure intentée par maître Jean-François Blanco pour la défense d'Unai Parot: «L'Audiencia nacional, instance «antiterroriste» espagnole a rejeté, au bout de deux ans, une requête du procureur de la République à Bayonne visant à faire entendre devant le tribunal Henri Parot (...). Selon M<sup>e</sup> Blanco «la réponse négative, et sans motif, transmise fin 93 par la juridiction espagnole», concerne deux plaintes déposées en novembre 91 et février 92, respectivement pour tortures et tentatives d'assassinat en détention, auprès du procureur de la République de Bayonne, M. Nahon. Ce dernier, dans le cadre de sa compétence, avait transmis par voie diplomatique à l'Audiencia nacional les deux plaintes, ainsi que les demandes d'audition d'Henri Parot et de témoins cités par l'avocat français. Pour Me Blanco «la fin de non-recevoir du doyen des juges d'instruction de l'Audiencia nacional est un viol de la convention d'entraide judiciaire européenne dont l'Espagne est signataire. Madrid utilise ce texte à sens unique pour solliciter des extraditions mais fait systématiquement obstruction aux tentatives d'enquête sur les cas de torture», a déploré l'avocat qui a précisé que «le comité international contre la torture» avait ouvert, le 18 novembre auprès de l'ONU à Genève, une instruction concernant le cas d'Henri Parot.»

## PSOE, PNV et "négociations"

■ Une «bombe» vient d'éclater en plein milieu des signataires du pacte d'Ajuria enea qui regroupe les partis du gouvernement autonome de Gasteiz dans la lutte anti-ETA, à l'exclusion d'Herri Batasuna.

Lundi 10 janvier, le PSOE d'Euskadi a rendu public, dans ses très très grandes lignes, sa nouvelle «stratégie» dans la lutte anti-ETA. Le PSOE souhaiterait dorénavant offrir une «négociation» directe à Herri Batasuna. La note officielle indique que «dans le dépassement de la violence, nous nous trouvons dans une phase importante et délicate qui requiert intelligence et imagination afin de parvenir à un règlement proche et total (...) La violence doit se résoudre définitivement en Euskadi et entre Basques car la violence est un

problème de Basques et entre Basques qui ne sera jamais résolu par une négociation d'ETA avec le gouvernement comme le prétendent les terroristes». Renouvelant son soutien à la politique répressive du ministère de l'Intérieur madrilène et se déclarant conforme à «l'esprit du pacte d'Ajuria enea», le PSE-EE (PSOE d'Euskadi et son allié EE) souhaite «la participation définitive d'Herri Batasuna au système démocratique».

L'annonce de cette «nouvelle stratégie» fait suite au remaniement au sein du ministère de l'Intérieur de Madrid dû à la démission de Corcuera. Les principaux collaborateurs du nouveau ministre Antoni Asuncion sont dorénavant Baltazar Garzon et Ramón Jáuregui, le

numéro un du PSOE en Pays Basque remplaçant Rafael Vera, un des meneurs des négociations d'Alger avec ETA en 1987.

José Luis Marcos Merino, vice-secrétaire général du PSOE-EE dans les trois provinces autonomes, jetait de l'huile sur le feu en déclarant à Radio Euskadi que «cela fait très longtemps que le lehendakari (Ardanza) n'est plus leader du thème antiterroriste et cela parce que son propre parti l'a désavoué dans de nombreuses occasions ces derniers temps».

Offensés et parlant de manœuvres électoralistes, Ardanza et le PNV devraient convoquer une réunion extraordinaire du pacte pour que le PSOE s'explique.